

Burundi : RSF réclame à Nkurunziza des preuves de vie d'un journaliste disparu

Reporters sans frontières, 11.08.2016 BURUNDI RSF interpelle le président Nkurunziza sur la disparition du journaliste Jean Bigirimana Reporters sans frontières (RSF) appelle le président Nkurunziza à mettre tout en oeuvre pour retrouver le journaliste Jean Bigirimana, disparu depuis trois semaines. Le collaborateur d'Iwacu et d'Infos Grands Lacs a été vu pour la dernière fois à Muramvya aux mains des agents du Service de renseignements (SNR). L'organisation demande des preuves de vie du journaliste et l'ouverture d'une enquête officielle pour déterminer où il se trouve.

Voilà maintenant près de trois semaines que le journaliste Jean Bigirimana, correspondant d'Iwacu et d'Infos Grands Lacs a disparu au Burundi. Il a été vu pour la dernière fois le 22 juillet, à Muramvya, alors qu'il était arrêté par des agents du Service de renseignements (SNR). Si une source au SNR a indiqué la semaine passée que le journaliste était encore en vie et détenu à Bujumbura, Reporters sans frontières est contrainte de constater qu'en l'absence de toute preuve de vie de la part des autorités burundaises, cette information semble de plus en plus improbable. Une équipe de journalistes d'Iwacu d'opérait sur le terrain a fait la découverte il y a quelques jours de deux corps sans vie au fond d'un ravin. Il n'a pas été possible d'identifier si l'un des deux corps était bien celui du journaliste. Une opération de récupération des corps menée par la Croix rouge et la protection civile burundaise est en cours aujourd'hui. "Jean Bigirimana a été vu pour la dernière fois, par plusieurs témoins, aux mains du SNR, qui a de plus confirmé le détenu avant de revenir sur ses propos, constate RSF. Il est scandaleux que trois semaines après les faits, on ne sache toujours pas où se trouve ce journaliste ! Nous demandons au président Nkurunziza d'exercer tout simplement son rôle de chef de l'État et de demander des comptes à ses services de renseignements pour que l'on sache où se trouve Jean aujourd'hui. L'opération de récupération des deux corps à Muramvya est en cours, mais quels que soient les résultats de celle-ci, les autorités devront rendre des comptes sur ce qui est arrivé à notre collègue. Nous exhortons le président Nkurunziza, qui a tout fait pour rester au pouvoir, d'exercer ce pouvoir à bon escient, car aujourd'hui, le Burundi est devenu un pays de non-droit où l'on peut disparaître du jour au lendemain, apparemment sans conséquences. Est-ce cela le projet de société que propose Pierre Nkurunziza à son peuple? Au lieu de participer à l'enquête, la police a dans un premier temps, tenté d'entraver l'enquête de l'équipe d'Iwacu qui s'était rendue sur le terrain. Alors que les journalistes publiaient progressivement les résultats de leurs enquêtes, ils ont dû faire face à des manoeuvres d'intimidation de la part de la police locale. Le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, s'empare même contre les journalistes dans une interview à Jeune Afrique le 8 août dernier : "Iwacu ne veut pas coopérer. Nous avons demandé aux journalistes de ne pas publier leurs résultats et de les donner à la police mais ils ne l'ont jamais fait. Leurs publications ne font qu'embrouiller le travail de notre enquêteur." Alors qu'au lendemain de la première visite commune des journalistes et des forces de l'ordre sur le terrain, seule l'équipe de journalistes découvre un corps sans vie au fond d'un ravin, ce même porte-parole de la police déclare que ce ne sont que des allégations et qu'il n'a pas été saisi officiellement de l'affaire! Une mauvaise foi qui laisse planer de sérieux doutes sur la bonne volonté des autorités burundaises à effectivement élucider ce qui est arrivé au journaliste d'Iwacu et d'Infos Grands Lacs. Les membres du Bureau des droits de l'Homme des Nations unies, situé à Bujumbura, à 40 kilomètres de Muramvya, ne se sont pas non plus encore rendus sur le terrain. Bien que très inquiet, Antoine Kaburahe, le directeur - en exil - du journal Iwacu, constate une évolution dans le comportement de la police qu'il espère positive. "Aujourd'hui, le porte-parole de la police retweet les actualités d'Iwacu sur l'affaire, donc on peut dire que c'est une reconnaissance implicite de notre travail. Néanmoins, remarque le patron d'Iwacu, il n'est pas normal que les journalistes soient plus efficaces et motivés que la police". Le Burundi est 156e sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF.